

*Initiatives ministérielles*

et parmi tous les partis politiques; on souhaitait véritablement accélérer les choses.

Malheureusement, au cours de son premier mandat, le gouvernement conservateur a choisi de ne pas agir dans ce domaine. Malgré ma modestie naturelle, je crois pouvoir affirmer que les néo-démocrates ont rendu un grand service aux agriculteurs au cours des dernières élections en proposant un programme bien précis de soutien des exploitations agricoles familiales qui tendait à venir en aide aux intéressés; le NPD a ainsi forcé la tenue d'un débat sur toute la question d'un programme permanent de protection pour les agriculteurs.

Je pense que c'était un excellent programme. Il a d'ailleurs été fort bien reçu en Saskatchewan et c'est ce qui explique en grande partie que tous les agriculteurs de la Saskatchewan aient élu à nouveau un grand nombre de députés néo-démocrates au cours des dernières élections.

Quelques aspects de la proposition en question méritaient particulièrement qu'on s'y arrête. Ce programme prévoit notamment un soutien minimum en ce qui concerne les coûts de production qui s'établiraient cette année à 5,28 \$ le boisseau environ comparativement aux 4,15 \$ que le gouvernement propose en vertu de la législation sur le régime universel.

En outre, le paiement en question devait être effectué à l'éleveur. Il n'était pas nécessaire d'expédier quoi que ce soit; le paiement ne dépendait pas d'une annonce faite plus tard. On versait l'argent à l'éleveur lorsque l'agriculteur livrait son grain.

Enfin, le programme prévoyait un plafond qui permettait aux intéressés de ne pas payer de prime pour les 8 000 premiers boisseaux. De cette façon, on pouvait verser le plus d'argent possible au plus grand nombre d'agriculteurs possible ce qui permettait de réaliser l'objectif visé, soit d'empêcher la disparition des exploitations agricoles familiales.

Le processus a été manifestement poursuivi par le biais de la stratégie «Partenaires dans la croissance» qui, selon moi, a découlé de certaines pressions politiques exercées par le NPD dans le cadre du débat sur cette proposition, ainsi que par d'autres associations agricoles. On a alors lancé un processus de consultations en plusieurs étapes et je veux certes rendre hommage aux gens qui y ont participé. Un grand nombre de gens sincères ont consacré beaucoup d'efforts et je crois que dans une certaine mesure, ils ont réussi à se faire entendre.

Cependant, au cours de la dernière ronde de rencontres avec les agriculteurs, qui se poursuit d'ailleurs toujours, j'ai constaté qu'il y avait beaucoup d'incertitudes au sujet de ces programmes. Les agriculteurs se sont rendus

en grand nombre à ces réunions. Des milliers d'entre eux ont assisté au cours des derniers mois à celles portant sur le régime universel et le CSRN. Ils étaient très curieux. Dans l'ensemble, les gens ont reconnu qu'un programme s'imposait et que celui-ci donnait au moins la possibilité de protéger de façon efficace et permanente les agriculteurs.

Cependant, les gens étaient également très sceptiques au sujet de certains aspects de ce programme. Ils ont essayé de l'examiner de façon objective. Il convient, selon moi, de prendre note à nouveau de certains des problèmes que les gens ont relevés. Il faut notamment se rappeler qu'en fait, on ne tient absolument pas compte des coûts de production dans la formule et qu'on se base sur une moyenne mobile de 15 ans pour déterminer l'importance du soutien apporté.

Comme un agriculteur de Turtleford, M. Lloyd Johnson, l'a écrit dans un message, le régime universel a pour effet, en fait, de garantir 70 p. 100 d'un prix que tout le monde juge déjà trop faible pour assurer la survie de la collectivité agricole.

C'est exact. Premièrement, on ne cesse de perdre des agriculteurs depuis une quinzaine d'années et ce n'est manifestement pas en garantissant 70 p. 100 d'un prix qu'on va arranger les choses de sitôt.

Deuxièmement, ce n'est pas un programme national. Il repose sur la conclusion d'accords séparés avec des gouvernements provinciaux. Il s'ensuit donc que les participants de la Saskatchewan paient 168 \$ chacun, ceux du Québec, 21 \$ et ceux de l'Ontario, 30 \$; ce n'est certes pas un programme national.

Troisièmement, il décourage la culture fourragère, la rotation des cultures et le reboisement sur les terres de faible rendement.

Quatrièmement, il crée une plus grande incertitude, car on sera tenté de s'inscrire d'abord au programme, puis de s'en retirer car un taux de roulement élevé entraînera une baisse des prestations. Le programme en souffrira. Comme le dit le chef du NPD de la Saskatchewan, M. Roy Romanow, «il se pourrait bien que ce soit le programme à long terme le plus court de l'histoire».

Le compte de stabilisation du revenu net vient surtout en aide à ceux qui en ont le moins besoin.

Le dernier aspect dont je voudrais parler est la troisième ligne de défense. Nous avons un grave problème ce printemps-ci. Certes, à cet égard, nous nous sommes réjouis de l'annonce des 158 millions de dollars qui a été faite plus tôt aujourd'hui, mais le reste de la troisième ligne de défense demeure plutôt incertain. On a laissé entendre qu'il serait étroitement associé au régime universel et au compte de stabilisation du revenu net. C'est